



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION INTÉRIMAIRE DES MESURES PHYTOSANITAIRES

Sixième session

Rome, 29 mars – 2 avril 2004

Rapport financier

Point 8.3 de l'ordre du jour provisoire

1. Le financement des travaux de la FAO concernant la CIPV et du coût des services de secrétariat est inscrit au budget du programme ordinaire de l'Organisation. Le programme ordinaire est financé par les contributions ordinaires obligatoires de tous les États Membres.
2. L'Organisation finance la mise en œuvre de la CIPV au titre du budget de son programme ordinaire de la façon suivante:
 - i) Fonds mis directement à la disposition du Secrétariat: ils sont utilisés pour la fixation des normes, l'échange d'informations, le soutien de l'assistance et la coopération techniques et les relations avec les autres organisations. En résumé, ils financent les orientations stratégiques définies dans le plan d'opérations, auxquelles s'ajoutent le soutien technique des projets et l'appui du Siège aux secrétariats des organisations régionales gérés par la FAO. Toutefois, ils ne peuvent servir à financer la participation à la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires ou à toute autre réunion intergouvernementale.
 - ii) Financement du temps et des activités que les fonctionnaires spécialistes de la protection des plantes consacrent aux Bureaux régionaux et sous-régionaux (Régionaux: Proche-Orient, Afrique, Asie et Pacifique, Amérique du Sud, Sous-régionaux: Caraïbes, Afrique du Nord-Ouest, Afrique australe et Pacifique). Cela inclut le financement des activités de secrétariat de l'Organisation de protection des végétaux de l'Asie et du Pacifique et de l'Organisation de protection des végétaux des Caraïbes, le soutien des activités de secrétariat dans les régions et les sous-régions et le renforcement des capacités et de la coopération technique des pays dans une région donnée.
 - iii) À la demande des pays membres en développement et des pays à économie en transition, un soutien au renforcement des capacités nationales dans le cadre des projets de coopération technique qui sont financés par le Programme ordinaire.

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

3. Le présent document porte sur le financement au titre du Programme ordinaire visé au point i). Il indique les ressources extrabudgétaires dont disposait le secrétariat. Le budget pour 2002-2003 a été approuvé par la Conférence en 2001.

Dépenses en 2003

4. Le Tableau 2 présente une estimation des dépenses en 2003. Le Tableau 1 fournit, à titre de comparaison, les dépenses effectuées en 2002. Un rapport sur ces dépenses avait déjà été soumis à la cinquième session de la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires.

5. Sous la rubrique “Harmonisation”, le nombre des contrats est très élevé par rapport à 2002. C’est une conséquence directe des coûts d’homologation de la marque pour la NIMP N° 15. En outre, le coût de la facturation des services reste élevé. Il reflète les dépenses de traduction et d’interprétation pour la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires qui avoisinent 200 000 dollars EU.

6. En 2003, le montant des dépenses a été nettement plus élevé que le niveau initial des affectations: de 977 700 dollars EU. Pour les besoins de la CIPV, et en réponse aux décisions du Comité du Programme et du Conseil de la FAO, des transferts ont été effectués au sein du Service de la protection des plantes. Au cours de l’année, des ressources supplémentaires sont venues du versement des arriérés (contributions provenant de périodes budgétaires antérieures). Par ailleurs, le secrétariat de la CIPV a bénéficié de remboursements pour des activités concernant des projets de renforcement des capacités en 2003 et pour certains projets exécutés en 2001 et 2002. Le Tableau 3 donne un aperçu des sources de financement.

Ressources extrabudgétaires disponibles en 2003

1. Le Gouvernement canadien a fourni les services d’un fonctionnaire et financé les dépenses de fonctionnement jusqu’en octobre.
2. Le Royaume-Uni a fourni les services d’un fonctionnaire dans le cadre du programme des échanges universitaires de la FAO jusqu’en avril.
3. La Communauté européenne (Direction générale du commerce) a mis à disposition un montant de 75 000 dollars EU pour couvrir la participation des pays en développement à la fixation des normes. Ces fonds ont été presque totalement utilisés pour financer la participation des représentants des pays en développement à la cinquième session de la Commission intérimaire.
4. Un projet visant à soutenir l’élaboration et l’application de l’évaluation des capacités phytosanitaires a été financé par la FAO au titre du fonds fiduciaire pour la prévention des pertes de produits alimentaires. En 2003, les dépenses se sont élevées au total à 97 000 dollars EU environ.
5. Le Gouvernement des États-Unis a financé les services d’un administrateur auxiliaire jusqu’en juillet 2003.
6. Le Gouvernement japonais a financé des services d’un administrateur auxiliaire qui est entré en fonctions en février 2003.
7. Deux consultations régionales sur les projets de NIMP ont été financées par des ressources extrabudgétaires (NAPPO et Australie).
8. COSAVE a financé le Groupe de travail d’experts sur le chancre des agrumes.
9. La Consultation technique du Proche-Orient sur les projets de NIMP a été financée par des fonds de la protection des plantes disponibles au Bureau régional de la FAO.
10. Le Gouvernement allemand a fourni 202 000 dollars EU au secrétariat de la CIPV pour organiser un atelier intitulé “Espèces exotiques envahissantes et Convention internationale pour la protection des végétaux” qui s’est tenu à Braunschweig (Allemagne) en septembre 2003. Ces fonds ont servi à aider les pays qui en ont fait la demande à participer, ainsi qu’à couvrir la plupart des dépenses administratives. Il y avait au total 110 participants représentant 60 pays dont 57 pays en développement et 53 pays développés.

Tableau 1: Dépenses estimatives en 2002.

	Personnel	Consultants	Contrats	Déplacements	Matériel	Dépenses générales de fonctionnement	Facturation des services	Total des dépenses autres que le personnel	Total
Harmonisation	208 027	65 318	33 146	127 898	3 992	10 545	246 901	487 800	695 827
Échange d'informations	104 166	1 001	0	1 945	4 177	250	10 580	17 953	122 119
Collaboration et liaison	113 360	0	0	22 344	0	148	0	22 492	135 852
Assistance technique	126 317	7 440	0	21 585	0	0	0	29 025	155 342
Total	551 870	73 759	33 146	173 772	8 169	10 943	257 481	557 270	1 109 140

Note: La facturation des services inclut les coûts de traduction et d'interprétation pour la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires

Tableau 2: Dépenses estimatives en 2003.

	Personnel	Consultants	Contrats	Déplacements	Matériel	Dépenses générales de fonctionnement	Facturation des services	Total des dépenses autres que le personnel	Total
Harmonisation	207 929	58 186	159 743	138 237	18 869	54 185	275 563	704 784	912 713
Échange d'informations	107 303	54 025	1 032	5 608	0	0	0	60 665	167 967
Collaboration et liaison	115 794	1 000	0	18 901	0	2 290	0	22 191	137 986
Assistance technique	125 615	27	0	39 419	0	0	0	39 446	165 061
Total	556 641	113 238	160 775	202 165	18 869	56 475	275 563	827 086	1 383 727

Notes: Les contrats incluent les coûts d'impression des NIMP

La facturation des services inclut les coûts de traduction et d'interprétation pour la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires

Les déplacements pour l'assistance technique incluent les coûts de la Consultation technique sur les projets de NIMP à Dakar

Tableau 3: Sources de fonds pour les dépenses de 2003 en milliers de dollars EU

Programme ordinaire	977
Arriérés	106
Remboursements au titre de projets	163
Réaffectations au sein du Service de la protection des plantes	136
Total	1382